Burundi: Le pouvoir organise... l'opposition

La Libre Afrique, 11 juin 2023 Le CNL, principal parti d'opposition, est mis sous pression par le ministre de l'Intér Au Burundi, le pouvoir a appris à être prudent et lorgne déjà pleinement vers les législatives de 2025 et la présidentielle de 2027. Il sait que l'opinion publique est loin de lui être acquise, que son principal adversaire, le CongrÃ"s national pour la Liberté (CNL) d'Agathon Rwasa reste une sérieuse menace. Certains observateurs du scrutin de 2020 n'avaient hésité à présenter le CNL comme le vrai vainqueur de ces élections contrairement à ce qu'a annoncé la Commis électorale largement entre les mains du parti au pouvoir le CNDD-FDD.

Le bilan économique du président Évariste Ndayishimiye (alias Neva) ne parle pas non plus en sa faveur. Dévaluation, pénurie, augmentation du coût de la vie rendent le quotidien du Burundais trÃ"s compliqué. Ce n'est pas le remplacement des billets de 5 000 et 10 000 francs "bu―. décidé dans une certaine confusion en fin de semaine derni et dont les modalités ont évolué ce week-end (voir ci-dessous), qui va renforcer la confiance des citoyens dans l'équ au pouvoir. D'autant que politiquement. le CNDD-FDD ne présente pas non plus une façade vierge de toute aspéritÃ@ avec des tensions à n'en plus finir qui ont notamment débouché sur l'arrestation de l'ancien Premier Alain-Gui Bunoyni. "Sans oublier que le jeu de la Banque centrale sur les grosses coupures va toucher des membres du parti qui sont aux commandes de certains business. Ils vont peu apprécier cette mesure qui va les contraindre à se dévoiler―, explique un observateur de la vie politique de Bujumbura. Le bon vieux diviser pour régner C'est dans ce contexte qu'intervient le ministre de l'Intérieur Martin Niteretse qui s'est engouffré dans les querelles entre membres du l politique du CNL. Des tensions entre les membres du Bureau politique qui ont poussé le président du parti à mettre sur pied des congrÃ"s le 12 mars et le 30 avril 2023 pour tenter de trouver un compromis en adaptant les statuts du parti qui remontaient à sa création en 2019. Un pragmatisme qui n'a pas convaincu les voix les plus critiques au sein du CNL qui face à ces tensions se sont adressés au ministre de l'Intérieur qui ne s'est pas fait prier pour dénoncer les nouve statuts ; expliquant que "les statuts et organes du parti mis en place le 16 janvier 2019 sont maintenus jusqu'Ã la tenue d'une convention nationale réguliÃ"re―. Pour Carina Tertsakian, chercheuse au sein de l'Initiative pour les droits hu au Burundi (IDHB), il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une "ingérence flagrante―Â du ministre dans les affa parti et sur un dossier qui ne menace en rien l'ordre public. ―Il est évident que le pouvoir utilise cette crise provoquée quelques personnes au sein du CNL pour déstabiliser le parti―, explique notre observateur. "La technique qui consiste semer la zizanie, voire dédoubler les partis politiques est une vieille habitude au Burundiâ€. Un pied de nez au président du parti et principal opposant au pouvoir qui, de son cÃ'té, a publiquement regretté le rejet "des conclusions des récen congrÃ"s par le ministre de l'intérieur qui avait lui-même marqué son accord pour leur tenue―. Le ministre de l'Ir a cure et, dans un courrier du 2 juin dernier, confirme la suspension de toutes les activités du CNL "organisées par les organes irréqulià rement mis en place― lors des deux congrà s et il interdit au parti de tenir des réunions pour mettre un terme aux tensions internes sans avoir reçu l'autorisation de son ministÃ"re. À deux ans des prochains scrutins, un fume de répression politique commence déjà à flotter au-dessus du Burundi qui n'a rien modifié Ã ses mauvaises habitud contrairement à ce que semblaient dire les Européens qui ont levé les sanctions contre le pays et certains de ses dignitaires en octobre dernier. La Banque centrale s'adapteâ€l un peu L'échange en dix jours (du 7 au 17 juin) des l de 5 000 et 10 000 francs burundais annoncé en fin de semaine derniÃ" re et présenté par le président Ndayishimiye, notamment lors d'une "séance de moralisation à l'attention des cadres de l'État― comme un moyen de l corruption et les mauvais patriotes― suscite comme il fallait s'y attendre de fortes tensions et ce climat était renforcé vendredi par la rumeur qui voulait que les nouveaux billets n'ont pas été imprimés et distribués en suffisance. Suite réunion des Directeurs des Opérations de Banques et Institutions financià res de nouveaux Plafonds un peu revus à la hausse ont été édictés qui concernent surtout les personnes morales. Hubert Leclercq